

Brochure n° 3015

**Convention collective nationale**

IDCC : 1561. – **CORDONNERIE**

---

AVENANT N° 23 DU 22 JUIN 2009

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET0950890M

IDCC : 1561

Entre :

La fédération française de la cordonnerie et du multiservice (FFCM) ;  
Le syndicat des réparateurs industriels de la chaussure (SRIC),

D'une part, et

La fédération chimie, mines, textile-énergie CFTC ;  
La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC ;  
La fédération des services CFDT ;  
La fédération nationale du textile, habillement et cuir CGT ;  
La fédération générale des cuirs, textile, habillement FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Article 43 « Indemnisation maladie et accident »*

L'article 43 est remplacé par le présent texte :

« Après 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, en cas d'absence au travail, justifiée par l'incapacité résultant de maladie ou d'accident constaté par certificat médical et contre-visite s'il y a lieu, les salariés bénéficieront des dispositions suivantes, à condition :

– d'avoir justifié dans les 48 heures de cette incapacité ;

- d’être pris en charge par la sécurité sociale ;
- d’être soigné sur le territoire français ou dans l’Union européenne.

Pendant 30 jours, le salarié percevra 90 % de la rémunération brute qu’il aurait perçue s’il avait travaillé.

Pendant les 30 jours suivants, le salarié percevra les 2/3 de cette même rémunération.

Ces temps d’indemnisation seront augmentés de 10 jours par période entière de 5 ans d’ancienneté en sus de celles requises à l’alinéa 1 sans qu’aucune période ne puisse dépasser 90 jours.

Lors de chaque arrêt de travail, les délais d’indemnisation commencent à compter du premier jour d’absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail, à une maladie professionnelle ou en cas d’hospitalisation, à l’exclusion des accidents de trajet-travail, et à compter du 8<sup>e</sup> jour d’absence dans tous les autres cas (carence de 7 jours).

De ces montants d’indemnité sont retenues par l’employeur les indemnités journalières perçues par le salarié (pour la sécurité sociale).

En cas d’arrêts de travail successifs pour maladie ou accident, la durée d’indemnisation est limitée, au cours de la période de 12 mois consécutifs, au temps de l’indemnisation acquise en raison de l’ancienneté.

Les entreprises entrant dans le champ d’application ont l’obligation de s’assurer pour la garantie mensualisation auprès de l’URRPIMMEC, institution de prévoyance du groupe Malakoff Médéric.

La cotisation pour le financement de cette garantie à la charge exclusive de l’employeur est de 0,43 % des tranches A et B des salaires des seules personnes concernées (plus de 1 an d’ancienneté dans l’entreprise). »

## **Article 2**

*Article 46.2 « Rente d’éducation servie par l’organisme commun des institutions de rente et de prévoyance (OCIRP) »*

L’article 46.2 est modifié comme suit :

Dans le premier alinéa, la phrase « Sont considérés comme tels les enfants de moins de 18 ans ou de moins de 25 ans » est remplacée par « Sont considérés comme tels les enfants de moins de 18 ans ou de moins de 26 ans ».

## **Article 3**

*Article 46.3 « Incapacité de travail, invalidité permanente »*

Le dernier alinéa de l’article 46.3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L’indemnisation complémentaire en cas d’invalidité de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> catégorie est versée tant que le salarié justifie de son état et au plus tard jusqu’à la date d’effet de la pension de retraite de la sécurité sociale. »

## **Article 4**

Il est ajouté à l’article 46 un paragraphe 5 :

« 5. Portabilité des garanties du régime de prévoyance

Conformément aux dispositions de l’article 14 de l’accord national inter-professionnel du 11 janvier 2008 et avenants postérieurs, en cas de cessation du contrat de travail (sauf hypothèse de faute lourde) ouvrant droit à prise en

charge de l'assurance chômage, l'ex-salarié conserve le bénéfice de l'ensemble des garanties des couvertures complémentaires appliquées dans son ancienne entreprise, pour une durée égale à celle du dernier contrat de travail, appréciée en mois entiers et dans la limite de 9 mois de couverture.

Le bénéfice du maintien de ces garanties est subordonné à la condition que les droits à couverture complémentaire aient été ouverts chez le dernier employeur.

L'ex-salarié doit fournir à l'ancien employeur la justification de sa prise en charge par l'assurance chômage, et l'informer de la cessation du versement des allocations du régime d'assurance chômage lorsque celle-ci intervient au cours de la période de maintien prévue au 1<sup>er</sup> alinéa.

Au titre de la garantie incapacité temporaire de travail :

- la franchise et le niveau de prestations précisés au paragraphe 3 sont déterminés en considérant, à la date de l'arrêt, les droits de l'assuré comme s'il avait été en activité ;
- les droits garantis ne peuvent conduire l'ancien salarié à percevoir des ressources globales d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période.

Pour ce qui concerne le maintien des garanties de prévoyance définies au présent article 46, le financement de ce dispositif est inclus dans la cotisation appelée au titre des salariés en activité (parts patronale et salariale) fixée au paragraphe 4, et fait l'objet d'une mutualisation dans les comptes de l'assureur percevant ces cotisations.

Un point sur le suivi technique du financement de ce dispositif sera fait au plus tard le 30 juin de chaque année, afin de le maintenir ou le modifier par l'application de nouvelles modalités, en fonction des résultats du régime. »

## **Article 5**

Le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009.

## **Article 6**

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités de dépôt conformément aux dispositions des articles R. 2231-2 et suivants du code du travail.

## **Article 7**

Les parties signataires demandent au ministre du travail d'étendre le présent accord.

Fait à Paris, le 22 juin 2009.

(Suivent les signatures.)